

# Une lumière crue sur des décennies d'abus

**SAINT-MAURICE** Le Groupe de travail chargé d'examiner les violences sexuelles commises dans le cadre de l'abbaye valaisanne dévoile un rapport accablant. Il relève de graves manquements de la hiérarchie, entre inaction, déplacement de clercs, laxisme et dissimulation

AGATHE SEPPEY

C'est un document qui marquera l'histoire de l'Eglise catholique suisse et du Valais: 164 pages d'une précision implacable, qui retracent comment, sur six décennies, les violences sexuelles ont sévi à l'abbaye de Saint-Maurice et dans ses institutions. Et qui dévoilent aussi comment elles ont été minimisées, banalisées, tues, voire favorisées, par une mécanique nourrie de silence, de pouvoir, de tabous religieux et d'une réputation à ne surtout pas entacher.

«[Le rapport] met en relief une part de notre histoire que nous avons ignorée, que nous avons tue, et devant laquelle nous nous sommes dérobés.» L'air grave, le chanoine Antoine Salina se tient ce vendredi 20 juin face à la presse. Dans un auditoire de l'Université de Fribourg (UniFR), il est l'heure pour le Groupe de travail chargé de faire la lumière sur les abus sexuels liés à l'institution catholique valaisanne de dévoiler les conclusions de son analyse. Sollicité par l'abbaye de Saint-Maurice à la suite de la déflagration allumée fin 2023 par une enquête de *Mise au point* (RTS), le procureur général neuchâtelois Pierre Aubert a constitué ce groupe indépendant, organisé autour du Département d'histoire contemporaine de l'UniFR.

## Attouchements et viols

Alors, que s'est-il passé dans le giron de l'abbaye ces dernières décennies? Pour répondre à cette question, les experts ont pu accéder «sans restriction» aux archives de l'institution religieuse et s'appuyer sur 57 témoignages (19 femmes et 38 hommes) et 23 auditions de chanoines actifs et retraités. Le rapport décompte 67 situations de violences sexuelles qui se sont produites entre 1950 et 2022. Elles ont été commises en Suisse et à l'étranger par 30 adultes, à l'encontre d'au moins 68 personnes, dont 57 étaient mineures au moment des faits – une majorité étant des garçons. Les auteurs sont des chanoines ou d'autres personnes liées à l'abbaye.

Il s'agit en majorité de gestes ou de paroles impliquant des sous-entendus sexuels dans un rapport d'autorité, des attouchements sexuels répétés, des séances de photographies ambiguës, des attitudes de séduction, des actes d'exhibitionnisme ou de la consommation d'images pédopornographiques. Il est également question d'agressions sexuelles, de viols et d'avortements forcés. A quoi s'ajoutent des formes d'abus spirituels et des sévices physiques au sein de l'internat. Il y a cet enfant d'environ 9 ans à qui un chanoine demande, en pleine forêt, de se mettre nu et de poser «comme un



L'intérieur de l'abbaye de Saint-Maurice, juin 2015. (OLIVIER MAIRE/KEystone)

ange/amour qu'on voit sur les peintures de la Renaissance». Cette adolescente qui sent l'érection d'un clerc alors que celui-ci se serre contre elle en cabane lors d'une sortie en montagne. Ou encore l'histoire d'un chanoine «obsédé par les poils pubiens», qui faisait baisser les culottes des élèves «pour vérifier qu'ils poussaient bien».

Le Groupe de travail indique que la justice a rendu entre les années 1970 et aujourd'hui cinq décisions de condamnation, contre trois chanoines et un novice. Un plus grand nombre d'affaires ont été classées pour insuffisance de charges ou en raison de la prescription. Les experts n'ont identifié «aucun cas susceptible de tomber sous le coup de la loi qui n'ait déjà été jugé ou qui ne soit manifestement prescrit». Aujourd'hui, une affaire concernant un laïc relié à l'abbaye est encore en cours.

Outre la recension des violences, l'analyse de l'UniFR dresse un tableau accablant quant à la gestion des cas portés à la connaissance de l'abbaye. Au fil des décennies et des successions à la tête de l'institution – Mgr Henri Salina est père abbé entre 1970 et 1999, Mgr Joseph Roduit entre 1999 et 2015 et Mgr Jean Scarcella dès 2015 –, des

manquements récurrents sont notables. Le rapport relève une posture défensive visant à protéger par-dessus tout la réputation de l'abbaye et de ses clercs.

## «Camoufler les actes des collègues»

Concrètement, «les chanoines soupçonnés ou dénoncés sont déplacés, les responsables de l'abbaye s'efforcent de camoufler les actes des collègues incriminés, de les banaliser en utilisant un vocabulaire flou ou euphémisé. Lorsque le silence est brisé par la presse ou une intervention de police, ils produisent un discours rassurant, minimisant les faits ou avançant une explication psychopathologique d'ordre individuel qui dédouane l'institution», synthétise le Groupe de travail. Dans ces processus, la victime a, elle, pu se voir discréditée, dénigrée, culpabilisée, pathologisée, quand elle n'a pas simplement été oubliée. Un aspect positif est néanmoins souligné: une vigilance particulière dans la sélection des novices (futurs chanoines).

Depuis le printemps 2024, marquant le début du mandat du Groupe de travail, les autorités de l'abbaye ont signalé à la justice ordinaire les faits dont elle avait connais-

sance. «Parallèlement, cependant, des membres de la communauté au comportement ambigu, voire illicite, ont été maintenus dans leurs fonctions sans précautions particulières», indique le rapport. Le document déplore aussi un certain «laxisme dans la manière dont ont été surveillés deux ecclésiastiques d'autres communautés ayant séjourné pendant plusieurs années ou séjournant encore à l'abbaye» alors que leur comportement passé avait suscité des plaintes, voire des mesures disciplinaires.

Le document de l'UniFR n'en reste pas là, et c'est une de ses grandes forces. Il remplace les violences dans un contexte plus large permettant de cerner la complexité de leurs causes. Les informations circulent mal, les clercs se sentent isolés, ils n'échangent pas ou peu sur leurs difficultés, et les affaires de violences sont gérées entre quatre yeux. Un encadrement et un appui insuffisants ont pu «favoriser des comportements inadmissibles». Les réalités de l'internat sont aussi abordées: «la promiscuité des chanoines avec les élèves, le manque d'intimité et le caractère impersonnel des dortoirs».

La morale catholique et ses tabous entrent aussi en compte dans l'analyse systémique

des violences. L'UniFR explique que «le silence sur la sexualité des prêtres contribue à taire des actes sexuels de nature très différente», soit des transgressions à la règle de chasteté lors de relations consentantes entre adultes autant que des violences exercées dans un rapport de pouvoir. De quoi empêcher une réelle réflexion sur une éthique du consentement. Enfin, le docu-

## «Pardon pour les actes commis, pour les silences coupables»

LE CHANOINE ANTOINE SALINA

ment souligne comment le contexte sociopolitique valaisan conservateur a pu jouer un rôle dans le silence, voire dans une certaine tolérance, face aux violences sexuelles commises par des hommes d'Eglise.

## Un travail pour réparer les liens

Le Groupe de travail suggère des pistes de solutions limpides. Il invite l'abbaye à appliquer les directives de la Conférence des évêques suisses à propos des abus, soit par exemple à tenir compte des avertissements et des signalements, à ne pas «déléguer» les problèmes et à ne pas se contenter d'une décision de justice pour se positionner. Un travail de mémoire et de réelle reconnaissance des violences est aussi recommandé. L'UniFR souligne enfin l'importance d'un travail de fond et de soin que la communauté devrait mener afin de réparer les liens humains, remparts aux violences.

A Fribourg, au terme de la conférence de presse, le chanoine Antoine Salina s'est adressé aux victimes. «Pardon pour les actes commis, pour les silences coupables, pour tous les mots qui n'ont pas été prononcés, pour les protections que vous n'avez pas reçues.» Pour que «plus jamais des femmes, des hommes et des enfants» ne soient meurtris par des violences sexuelles dans le giron de l'abbaye, le clerc a annoncé un plan d'action. Décidé par l'institution, il repose sur cinq piliers: accueillir les victimes avec des professionnels extérieurs, réformer la gouvernance en créant une commission intégrant des laïcs, renforcer la prévention et la formation à tous les niveaux, «faire mémoire sans dissimuler» et dialoguer avec la société «dans la transparence». «[L'abbaye] doit être un lieu de lumière et non d'ombre, un lieu de vérité et non pas de pouvoir», a conclu le chanoine. Un long chemin qui ne fait que commencer. ■

## Face aux violences sexuelles, l'étrange mansuétude de Jean Scarcella

**RÉCIT** Le rapport montre que l'actuel père abbé n'a pas respecté les directives de la Conférence des évêques. Dans trois cas, il a ignoré de nombreux avertissements et fait preuve de beaucoup de compassion envers les accusés

XAVIER LAMBIEL

Le procureur neuchâtelois Pierre Aubert, qui a signé le rapport rédigé avec la collaboration de l'Université de Fribourg, précise: «Nous n'avons pas insisté pour que l'abbé Scarcella soit présent, dans le but d'éviter des polémiques sur des cas particuliers.» Représente-t-il toujours la personne adéquate pour diriger l'abbaye de Saint-Maurice? «C'est une question délicate à laquelle il est difficile de répondre, parce que je ne suis pas lui. Pour l'heure, il est légitime dans ses fonctions», souligne le chanoine Antoine Salina. Cent soixante-quatre pages rendues publiques hier racontent comment ces affaires ont été minimisées et montrent notamment les mansuétudes de Jean Scarcella.

Nommé à la tête de l'abbaye en 2015, Jean Scarcella en était déjà le prieur depuis 2009. Après une décennie d'abbatiai, il s'était mis en

retrait de ses fonctions à la fin de 2023, après avoir été accusé d'attouchements sur un garçon de 15 ans durant une leçon de musique qui a eu lieu en 1994. En octobre dernier, la justice valaisanne a classé l'affaire et le Vatican lui a adressé une réprimande canonique. Il est redevenu père abbé en mars dernier. Sollicité, ce dernier est actuellement souffrant et n'a pas pu répondre aux questions du *Temps*.

## L'héritage du passé

Le rapport décrit des cas très précis. De son prédécesseur Joseph Roduit, Jean Scarcella a hérité d'un Autrichien exclu de son ordre, qui s'est installé à Saint-Maurice à la fin des années 2000. Son ancien prieur avait explicitement prévenu l'abbaye de son attrait pour les jeunes filles mineures: «Prenez un maximum de précautions s.v.p. !!!» A la prise de fonction de Jean Scarcella, un premier chanoine intervient. Au sujet d'une petite fille, il écrit: «Moi-même, je l'ai vu la caresser dans le dos, même sous sa chemisette.» Dans les mois suivants, l'abbé reçoit plusieurs autres témoignages similaires. Il faudra attendre 2019 pour que Jean Scarcella prenne des mesures et interdise au clerc d'avoir

des contacts avec des enfants, et de sortir de l'abbaye sans autorisation. Deux ans plus tard, l'enquête interne aboutit à une suspension et une injonction de résidence en communauté. Aujourd'hui, l'homme a été déchu par le Vatican mais vit retiré dans l'abbaye.

Jean Scarcella semble souvent faire preuve de compassion envers les accusés. Selon le rapport, et dans certaines affaires, «ses propos et ses actes tendent à défendre les confrères incriminés». En 2017, après avoir été dénoncé, un chanoine reconnaît un abus sexuel sur une mineure datant des années 1980. L'abbé écrit alors: «Dès son autoaccusation, il a montré un besoin de vérité. Le poids de cette affaire le faisait beaucoup souffrir, d'autant que ce fut un fait unique dans sa vie. Il a reçu avec compréhension et comme soulagé l'idée

## «Tu ne vas tout de même pas devenir un nouveau Barbarin»

UN ECCLÉSIASTIQUE À JEAN SCARCELLA

que cette affaire puisse enfin se dénouer, malgré les souffrances provoquées de part et d'autre.»

La même année, Saint-Maurice accueillait un frère reconnu coupable d'agressions sexuelles par la Congrégation pour la doctrine de la foi. Dénoncé pour des faits qui se sont étendus sur une vingtaine d'années, il lui est interdit de donner les sacrements, de célébrer la messe en public ou d'enseigner pour une durée de cinq ans. Selon le rapport, «la surveillance du frère est lâche» et «le soutien des autorités abbatiales lui est acquis».

Jean Scarcella ne tient pas compte des avertissements qui se succèdent. En 2018, il reçoit une lettre rédigée par une victime, qui décrit précisément des violences sexuelles. L'année suivante, dans un courriel adressé à l'abbé, un frère écrit: «Il ne me semble pas que la peine soit excessive ayant pris connaissance des témoignages. Il reste pour moi une vraie question de savoir si le risque peut être suffisamment écarté pour d'autres personnes.» En avril et en mai, un autre ecclésiastique écrit deux fois à Jean Scarcella pour signaler le clerc, qui prêche toujours, et qui harcèle une jeune fille: «Il faut le dénoncer sans

attendre. Tu ne vas tout de même pas devenir un nouveau Barbarin.»

## «Je me sentais mal pris»

Evêque de Sion, Jean-Marie Lovey a également reçu la lettre. Il connaît le clerc pour l'avoir accueilli chez lui à la suite de sa condamnation, entre 2013 et 2017. Il échange à son sujet avec Jean Scarcella. Les deux hommes estiment qu'il s'agit de ne pas «surinterpréter des faits objectifs». Par la suite, Jean Scarcella se solidarise avec ce clerc et se renseigne sur la possibilité de l'incarcérer à l'abbaye. Informée de ce projet, une religieuse écrit à l'abbé pour lui dire que cette démarche serait «catastrophique». Alertée par d'autres canaux, la Congrégation pour la doctrine de la foi condamne le frère à la sanction canonique suprême: le renvoi à l'état laïque.

En 2023, la justice française ouvre une information judiciaire à l'encontre de ce clerc, pour des viols sur deux personnes et des agressions sexuelles sur cinq autres, dont une mineure, par une «personne ayant autorité». La procédure est toujours en cours. Auditionné sur la manière dont il a géré ce cas, Jean Scarcella invoque sa méconnaissance des délits qui ont conduit à sa condam-

nation canonique. Selon le rapport, il insiste sur sa compassion pour un frère qui souffrait: «Je n'ai pas transmis ses manquements à son supérieur, car je n'en ressentais pas la nécessité. Il était accablé et je me sentais mal pris.» Le rapport indique aussi que l'abbé a agi correctement quand deux frères d'une mission chapeautée par l'abbaye en Afrique ont été dénoncés pour des violences sexuelles, notamment sur des mineures, et pour des avortements forcés. Il a demandé à l'évêque local de les suspendre, de les assigner à résidence dans un lieu éloigné de la paroisse et de déclencher une enquête préliminaire.

Le 13 février dernier, Jean Scarcella a rencontré le futur pape Léon XIV. Robert Francis Prevost lui a accordé le droit de reprendre ses fonctions. Le 9 mars dernier, il redevenait père abbé de l'abbaye. La Conférence centrale catholique romaine (RKZ) regrettait publiquement cette décision. Le mois suivant, il accordait un entretien au *Nouveliste*, où il déclarait: «Ma réhabilitation participe aussi à redonner du crédit à l'Eglise. J'assumerai ma charge avec joie, humilité, sérénité et reconnaissance par rapport à tout ce qui s'est passé.» ■